



Déc. 2014

En 2015, nationaliser la lutte pour le service public de LA POSTE : C'est possible, c'est nécessaire !

L'année 2014 aura été marquée par une double réalité à La Poste :

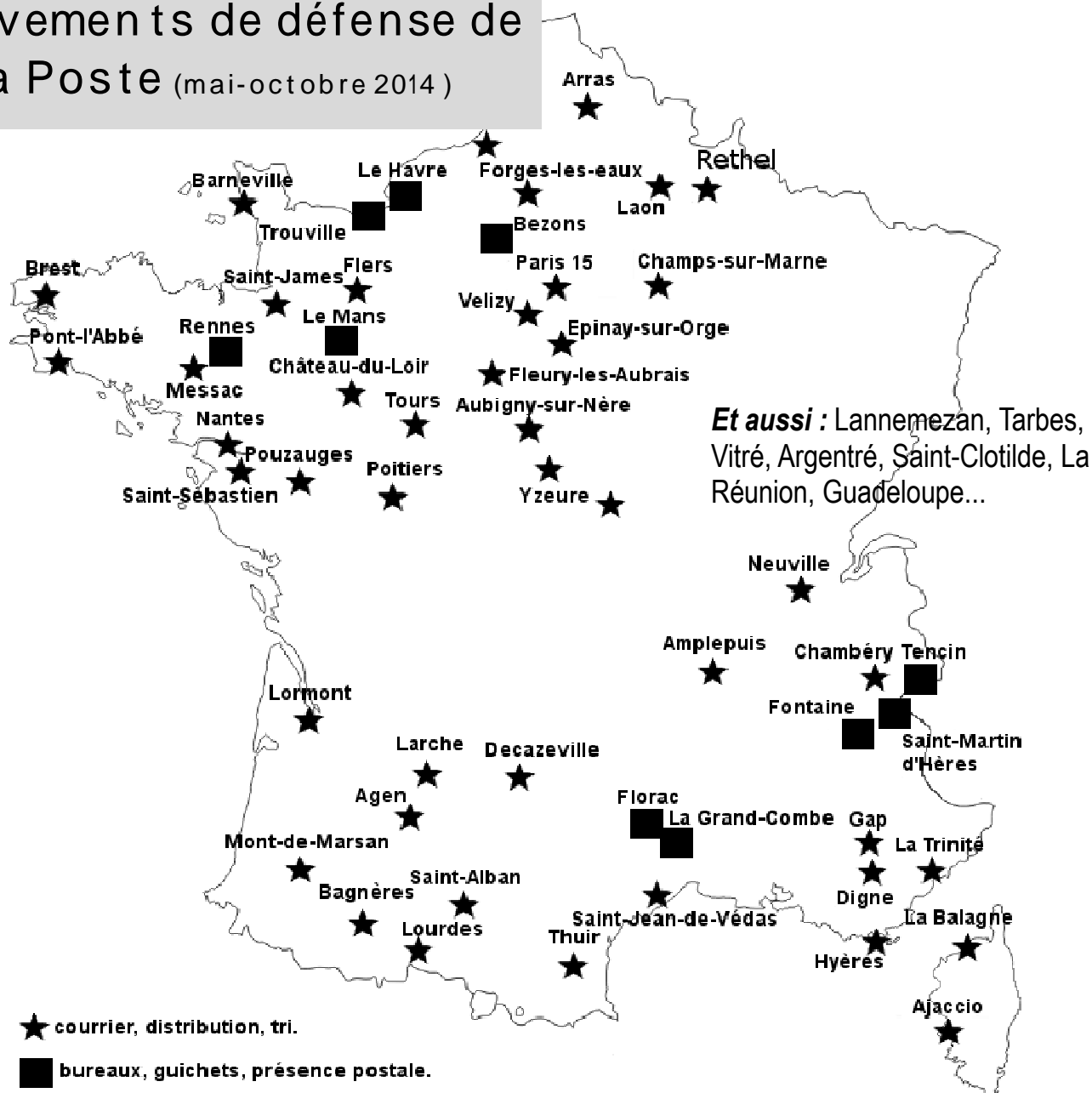
- D'un côté, une destruction d'une violence sans précédent, par sa propre direction, sous la tutelle des ministres Montebourg puis maintenant Macron, des conditions du service public.

- De l'autre côté, un développement de très nombreuses luttes locales dans les centres de distribution, de tri et pour la défense du réseau, des luttes dures, souvent longues et durement réprimées, à la hauteur de l'attaque.

Nous reproduisons ci-dessous une carte visualisant les mouvements de mobilisation et de grève, dans tout le pays – et il en manque – de mai à octobre. Parce qu'il faut mesurer la force que tout cela représente, souvent

Six mois de grèves et de
mouvements de défense de
La Poste (mai-octobre 2014)

.../...



avec le soutien et l'action d'usagers, d'élus locaux, de salariés d'autres entreprises. On pourrait faire une carte aussi éloquente des mouvements de défense des hôpitaux ou des gares.

La direction de La Poste et le gouvernement ont engagé une course de vitesse. Ils misent sur le caractère inconcevable pour les gens de la disparition de la distribution du courrier, du lien avec le facteur, de la présence postale. Les nouvelles missions avancées pour les facteurs, les services de proximité, sont de la poudre aux yeux. Il n'y aura bientôt plus personne pour les assumer.

En 2014, la direction de La Poste aura supprimé plus de 8000 emplois, 5300 rien que pour les six premiers mois de l'année. Cela représente l'équivalent, en pertes humaines, de la fermeture de 4 usines automobiles comme PSA Aulnay, 10 hauts-fourneaux sidérurgiques comme à Florange.

Avec l'augmentation de 10 à 15% du prix du timbre au 1^{er} janvier, La Poste prend la responsabilité d'accélérer la baisse du volume du courrier. Comme disent ses managers, elle « segmente » son marché. Le J+1 devient l'exception, un service de luxe. La lettre « verte » devient la règle, habituant la population non pas au J+2 mais à une distribution aléatoire dans la semaine.

Le gouvernement accompagne le mouvement. Nous avons dénoncé les déficiences constatées dans l'envoi des circulaires électorales avant les élections municipales de mars 2014. Valls a décidé qu'elles ne seraient plus envoyées du tout pour les élections locales de 2015. Et ce n'est qu'un exemple.

L'esprit de service public est directement remis en cause, littéralement sapé par les directions, avec les conditions de travail et de rémunération. La direction de La Poste dénature le travail des postiers, rend impossible le travail bien fait. Elle aggrave cette réalité qu'est de plus en plus la souffrance au travail.

Que faire ? Communistes, nous constatons que des forces existent pour résister, défendre, reconquérir le service public postal.

En 2009, c'est par millions que les usagers de tout le pays sont intervenus pour défendre le service public de La Poste dans la « votation » citoyenne. Nous en avons repéré les limites : le refus par les organisateurs de mettre en cause les directives européennes de mise en concurrence, le caractère « préélectoral » de l'initiative qui en renvoyait l'issue aux élections générales de 2012. Mais les possibilités d'une mobilisation de même ampleur existent toujours.

Les possibilités de jonction avec les luttes des postiers existent. Si elle ne se décrète pas, l'unification des luttes des postiers répond pourtant à une évidence logique.

Nous ne faisons pas partie de ceux qui ont semé des illusions sur un changement de politique avec l'arrivée de Hollande à la présidence. La désillusion alimente un sentiment de résignation, une tendance au repli. L'idéologie dominante impose déjà la perspective politique stérile et décourageante des bisbilles et des petits calculs politiques pour les élections de 2017, avec l'extrême-droite en dangereux repoussoir.

En juin, la grève des cheminots a commencé à montrer qu'une autre voie est possible. Comme la mobilisation pour La Poste de 2009, celle pour les retraites et la sécurité sociale en 2010 est toujours présente. Un peu partout des mouvements se développent. Les femmes de ménage de l'hôtellerie de luxe ont obtenu des victoires sociales inédites. Contre l'extension du travail du dimanche, l'action s'organise.

L'absence de perspective politique bloque les luttes mais seules les luttes peuvent débloquent la perspective politique.

En 2015, la lutte pour La Poste peut et doit s'étendre, se nationaliser ! Bonnes fêtes !

Adhérez au PCF ! Organisez votre colère! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF Paris 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, 01 48 28 60 05

pcfparis15@orange.fr; <http://vivelepcf.fr/>

